



Organisation
internationale
du Travail



► Approches basées sur les ressources locales et infrastructures communautaires

Répondre aux besoins locaux par des approches
basées sur les ressources locales

Programme d'investissement à haute intensité
de main-d'œuvre (HIMO)

Pourquoi des approches basées sur les ressources locales?

Le manque d'accès aux biens, services et équipements de base entrave le développement socio-économique et humain des populations. Ce problème est très préoccupant dans de nombreux pays en développement, notamment pour les ménages pauvres des communautés rurales. Certaines de ces communautés rurales sont géographiquement isolées et souvent confrontées à de grandes difficultés pour trouver des emplois et des moyens de subsistance, auxquelles s'ajoute une absence d'infrastructures physiques ou institutionnelles. Il est essentiel de surmonter ces difficultés pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et leur objectif principal de « ne laisser personne de côté ».



Le développement des infrastructures communautaires par le biais d'approches basées sur les ressources locales permet de surmonter ces difficultés. Les infrastructures communautaires sont de petites infrastructures situées à l'intérieur et autour des zones communautaires locales qui ne sont pas gérées ou entretenues correctement par le gouvernement ou les agences sectorielles. Parmi les exemples d'infrastructures communautaires, on peut citer les pistes de production et autres voies d'accès, les passerelles, les installations d'adduction d'eau, les canaux d'irrigation et les systèmes de drainage, ainsi que

les équipements collectifs. Les travaux d'infrastructure communautaire sont souvent réalisés grâce à la planification, la participation et l'exploitation de la communauté, ce qui génère des emplois directs et des opportunités de développement des compétences pour les membres de la communauté.

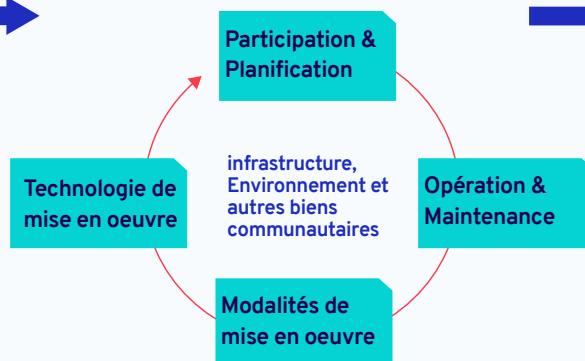
Dans le développement et l'entretien des infrastructures communautaires, le Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO) de l'OIT encourage l'utilisation d'approches basées sur les ressources locales. Les approches basées sur les ressources locales optimisent l'utilisation de celles-ci, surtout la main-d'œuvre et les technologies locales, ainsi que les matériaux, outils et équipements disponibles localement auprès des fournisseurs locaux, tout au long du cycle du projet, de la planification à la maintenance, en passant par la mise en œuvre. Les **approches basées sur les ressources locales** encouragent l'engagement de tous les acteurs concernés: les communautés cibles, les prestataires de services locaux, y compris les petits entrepreneurs, et les administrations locales. Les consultations ont lieu en mode participatif pour permettre aux groupes vulnérables d'une communauté, tels que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les populations indigènes et tribales et les personnes âgées, de faire entendre leur voix dans la prise de décision et de participer activement au processus de développement.

En tant que telles, en passant par les communautés locales pour les investissements d'infrastructures, les approches basées sur les ressources locales créent non seulement des opportunités d'emplois locaux, mais stimulent également les marchés locaux et l'économie, ainsi que l'esprit d'entreprise, tout en préservant la rentabilité grâce au contrôle de la qualité et à la création d'infrastructures durables.

► L'approche basée sur les ressources locales, selon l'OIT (pour le développement des infrastructure et la création d'emplois)

Intrants

- Main-d'œuvre
- Compétences
- Matériaux locaux
- Outils, Équipements
- Technologies locales
- Entrepreneurs locaux
- Communautés
- Administrations locales
- Prestataires locaux
- Ressources naturelles locales



Produits (Extrants)

- Aborder les problèmes d'accès locaux
- Emplois locaux
- Revenus locaux
- Effet multiplicateur
- Développement économique local
- Amélioration de l'environnement
- Relance économie locale
- Capacité locale

Protection sociale et environnementale

Planification des infrastructures communautaires

Impliquer les administrations locales et renforcer leurs capacités de prestation de services

Souvent, la planification des investissements par les administrations centrales ne répond pas de manière adéquate aux besoins réels et urgents des communautés rurales, ce qui se traduit par un flux limité de ressources vers celles-ci, et leur marginalisation. Cependant, au fil des décennies, les mouvements de décentralisation et de déconcentration ont progressivement permis aux administrations locales de gérer le développement des infrastructures communautaires. En général, les administrations locales ont des agents mieux placés et plus efficaces pour résoudre les problèmes de développement au niveau local: leurs travaux sont directement liés aux besoins locaux puisqu'à toutes les étapes des travaux ils travaillent en étroite collaboration avec les communautés sous leur juridiction. À ce titre, la réalisation des infrastructures par les collectivités locales est souvent essentielle pour améliorer les moyens de subsistance des populations rurales, et leur capacité d'exécution est d'une importance capitale. Le programme HIMO aide les administrations locales à planifier et à réaliser de manière efficace et systématique les projets de développement des infrastructures des communautés qu'elles servent.

Planification intégrée de l'accessibilité rurale (PIAR)

Le programme HIMO a développé l'outil de **planification intégrée de l'accessibilité rurale (PIAR)**, qui est le



produit d'un processus continu de développement méthodologique entrepris dans un certain nombre de pays depuis la fin des années 1980. Le PIAR est un outil de planification au niveau local qui part de l'idée que le manque d'accès des communautés rurales aux biens et services est la contrainte fondamentale au développement socio-économique et humain. En passant par la cartographie, il cherche à identifier les priorités d'investissement pour améliorer l'accès. Le PIAR consiste en un mécanisme ascendant, participatif et transversal. Ses procédures et techniques répondent à des besoins d'accès différents et spécifiques de la population dans les différentes zones rurales, et vont de l'accès à l'eau potable aux marchés et aux systèmes de transport, en passant par les soins de santé primaires, l'éducation et les superficies cultivables. Les cartes d'accessibilité permettent d'identifier les interventions du projet qui répondent aux besoins d'accès les plus pressants de la communauté. Le PIAR produit des résultats immédiats et s'intègre aisément au processus de planification existant.

► Encadré 1. Mexique: Partenariats et assistance technique

Au cours de la période 2015-2019, l'Institut mexicain des transports (IMT), membre du Forum international pour le transport rural et le développement (IFRTD), a reçu une formation technique de l'OIT sur l'application des outils IRAP. L'IMT et la municipalité d'Amealco de Bonfil se sont joints aux efforts collectifs pour appliquer Le PIAR dans quatre microrégions rurales à faible revenu relevant de sa juridiction. L'objectif était de définir et de hiérarchiser les problèmes et les besoins d'accès des populations rurales de 15 communautés rurales autochtones à faible revenu (11.984 habitants) qui constituent la microrégion de San Ildefonso Tultepec et de 16 communautés rurales métisses à faible revenu (5.426 habitants) qui constituent la Zone Nord.

Les résultats des enquêtes du PIAR ont montré que les principaux problèmes d'accessibilité dans la municipalité sont liés au secteur de la santé (39% des répondants l'ont identifié comme l'une des principales priorités), suivi par les services de transport public et scolaire (22%), les routes rurales (12%), l'éducation (10%), et autres. Avec la cartographie de l'accessibilité physique pour ces secteurs prioritaires de base, le PIAR a permis d'identifier les lacunes en matière d'investissement d'infrastructures locales. Sur la base de ce résultat, une autre étude a été menée pour localiser les installations susceptibles d'assurer la plus grande couverture territoriale possible pour répondre à la demande de services de santé, ce qui constitue une base pour la planification des investissements de l'administration locale fondée sur des éléments probants.

Exécution de travaux d'infrastructure communautaire

Optimiser l'utilisation des ressources locales

Avec les approches basées sur les ressources locales, l'accent est mis sur les **ressources humaines locales** (c'est-à-dire la main-d'œuvre qualifiée et peu qualifiée), les **matériaux locaux** (par exemple, les matériaux et outils de construction), ainsi que les **connaissances et technologies locales** qui, à leur tour, génèrent des revenus locaux qui circulent dans l'économie locale. Les approches basées sur les ressources locales encouragent l'utilisation de ces ressources locales dans les travaux d'infrastructures communautaires, pour autant que cela soit techniquement faisable et économiquement justifié.

► Ressources humaines locales

Lorsqu'on s'engage dans le développement d'infrastructures locales et que l'on applique les contrats communautaires, la qualité réelle du travail dépend de la capacité des industries locales de la construction (c'est-à-dire des entrepreneurs)¹, de la capacité des institutions locales et des processus de décentralisation, ou des structures et des situations des communautés locales. Dans tous les cas, le développement des capacités des parties prenantes concernées a une incidence sur la durabilité des avantages résultant de l'amélioration des infrastructures. Cela inclut le développement des capacités techniques et de gestion des entrepreneurs locaux, une planification et

une passation de marchés transparentes et efficaces au niveau des institutions locales, ainsi que l'autonomisation des membres vulnérables de la communauté.

► Matériaux locaux

Dans presque tous les pays, la nature recèle de matériaux utiles pour construire des infrastructures communautaires durables. Les coûts économiques et environnementaux de ces matériaux disponibles localement sont faibles, puisqu'ils ne nécessitent pas de transformation ou de transport impliquant du carburant et d'autres coûts intermédiaires. Certains de ces matériaux locaux, comme le bois, sont renouvelables dans certains contextes, et d'autres matériaux terrestres, notamment les roches et le sable, sont si abondants et recyclables qu'ils ne nécessitent qu'une faible énergie pour leur extraction.

Les avantages sociaux, économiques et environnementaux des matériaux locaux sont évidents. Cependant, un manque de connaissances sur les techniques permettant de tirer parti de ces matériaux locaux crée une méfiance sur le marché local quant à leurs avantages potentiels. En appliquant les approches LRB, l'OIT adopte et/ou promeut une prise de conscience de l'abondance des matériaux locaux qui peuvent contribuer au développement durable de l'industrie de la construction.

► Connaissances et technologies locales

Pour appliquer une quelconque technologie au niveau local, les communautés doivent se l'approprier d'abord

► Encadré 2. Mozambique: Avantages des matériaux locaux de substitution



Depuis 2016, l'OIT promeut le travail décent pour une transformation économique inclusive et durable au Mozambique, en ciblant particulièrement les jeunes femmes, dans le cadre du projet quinquennal *Moztrabalha*.

Dans le cadre du projet, une étude a été menée en 2020, afin de déterminer l'efficacité des techniques HIMO appliquées à la construction de maisons rurales avec des matériaux locaux produits de manière alternative, tels que des briques de terre mélangée au ciment ou des tuiles en micro-béton, par rapport aux méthodes conventionnelles utilisées dans le secteur de la construction, telles que les briques de ciment et les toitures en tôles.

L'étude a révélé que la construction avec des matériaux locaux alternatifs a permis de réduire le coût global de la construction de 13 %, de réduire les émissions de CO₂ dans l'atmosphère de 24 % et de créer quatre fois plus d'emplois locaux tout au long de la chaîne de valeur. La viabilité de l'utilisation de matériaux alternatifs n'est plus à démontrer pour les travaux de construction dans les zones à faible revenu et les régions éloignées ou touchées par des catastrophes, où les matériaux de construction moins coûteux sont disponibles.

¹ Pour plus d'informations sur le développement des entrepreneurs, veuillez vous référer à OIT (2020), *Développement des petits entrepreneurs dans le secteur de la construction pour les investissements d'infrastructure à forte intensité d'emploi*.



pour continuer à en exploiter le potentiel. Obtenir le soutien de la communauté locale est donc essentiel pour obtenir des résultats durables, et les technologies locales offrent un point d'entrée précieux à cette fin, car ces technologies renforcent le contrôle des ressources locales par la communauté. Les technologies locales sont pour la plupart à haute intensité de main-d'œuvre et abordables pour de nombreux pays en développement et leurs populations, ce qui constitue un excellent moyen de promouvoir la participation locale.

Contrats communautaires



Le programme HIMO a démontré avec succès l'utilisation d'approches qui privilégient l'implication directe de la communauté dans les travaux d'infrastructure par le biais de **contrats communautaires**. Le contrat communautaire est un outil d'exécution des travaux qui permet aux communautés de s'autonomiser en leur assurant un pouvoir de décision dans l'identification, la planification et la mise en œuvre des initiatives de développement. En d'autres termes, un contrat communautaire est un accord entre les institutions locales et les membres de la communauté (soit l'ensemble de la communauté, soit des représentants) dans lequel la communauté s'engage à mettre en œuvre

des initiatives de développement selon des processus et des modalités de financement mutuellement établis. En termes simples, la communauté qui entreprend les travaux est l'entrepreneur et les institutions locales ou l'entité décentralisée sont les donneurs d'ordre. Le partenariat ne sert pas seulement à réaliser les résultats du projet, mais aussi à renforcer les capacités, la crédibilité et la confiance locales. C'est un outil de dialogue social entre les membres de la communauté et l'administration locale, ainsi qu'un moyen d'autonomisation des femmes lorsque leur voix compte dans les processus décisionnels.

L'étendue des responsabilités d'une communauté peut varier en fonction de la situation et du modèle de contrat utilisé. L'entrepreneur est souvent issu de la communauté entière ou d'un groupe spécifique au sein de celle-ci (jeunes, femmes, familles vulnérables), s'il ne s'agit pas d'une petite entreprise au sein de la communauté. Souvent, il fait partie aussi des bénéficiaires des actifs créés. Les points importants de la contractualisation communautaire sont les suivants:

- ▶ La sélection directe du groupe cible au lieu de la concurrence,
- ▶ L'obtention d'estimations préliminaires des coûts,
- ▶ La garantie des paiements anticipés,
- ▶ L'analyse des marges bénéficiaires, et
- ▶ Le renforcement des capacités et l'assistance technique pour l'entrepreneur

Les contrats communautaires peuvent être l'occasion d'inclure les groupes vulnérables par le biais de programmes d'intervention spécifiques pour répondre aux besoins de la communauté (par exemple, des structures de santé et de soins spéciaux, une crèche pendant les heures de travail, ou des quotas pour la participation des femmes, la fixation d'un seuil pour la participation des personnes handicapées, etc.).

Encourager la participation et cibler les groupes vulnérables

L'approche basée sur les ressources locales encourage la participation des groupes cibles dans la planification, l'exécution, le suivi et l'évaluation des interventions par le biais de mécanismes participatifs. Cela inclut la participation verticale (c'est-à-dire les communautés et les administrations locales), la participation horizontale (c'est-à-dire au sein des communautés, et entre les secteurs). Cette participation inclut les audits sociaux.

L'OIT et donc le programme HIMO promeuvent l'égalité des droits au travail et offrent des chances égales aux femmes et aux groupes marginalisés et défavorisés.

1. Les Femmes

L'approche basée sur les ressources locales offre aux femmes des communautés locales des opportunités de participer à toutes les étapes des travaux publics.

«*Illustrated Guidelines for Gender-responsive Employment Intensive Investment Programmes (EIIPs)*» est le résultat d'une série d'études menées sur le genre et les travaux publics, avec à l'appui des arguments solides provenant de plus de 43 projets mis en œuvre dans 27 pays. Les lignes directrices soulignent que le cycle du programme HIMO comporte des points d'entrée où l'égalité des sexes

peut être promue. Ces points d'entrée sont les suivants: la nécessaire participation des groupes défavorisés et leur contribution significative à la planification et à la réalisation des infrastructures rurales ; la participation des femmes aux processus de planification ; et l'accès effectif des femmes aux emplois proposés. Permettre aux femmes d'occuper un emploi nécessite également des mesures spécifiques en fonction des coutumes et de la culture locales. Parmi les mesures qui tendent à renforcer la participation des femmes, on peut citer: l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale ; la garde des enfants ; la fixation de quotas ; l'offre d'un emploi disponible et proche du domicile ; des horaires de travail flexibles ; et des possibilités de travail à temps partiel.

Le programme HIMO a offert à de nombreuses femmes vulnérables et analphabètes des opportunités de travail rémunéré et de pénétration du secteur de la construction, traditionnellement dominé par les hommes, afin d'acquérir des compétences sur le tas, qu'elles pourront ultérieurement utiliser dans leur travail.



► **Encadré 3. La Gambie:**
L'emploi et l'entrepreneuriat des jeunes
à travers l'approche LRB

Le BIT a mis en œuvre un projet en Gambie en 2018-2019 pour créer des opportunités d'emploi pour les jeunes sans emploi et peu qualifiés, en ciblant spécifiquement les filles, les personnes handicapées et les migrants irréguliers rapatriés. Les jeunes participants ont acquis la technique de construction routière basée sur les ressources locales appelée Do-nou grâce à une formation théorique et pratique. Cette technique ne nécessite que des matériaux disponibles localement, tels que des sacs de sable en toile, des matériaux d'excavation comme le sable, la terre agricole ou le gravier, et des outils manuels.

Une formation à l'entrepreneuriat a également été dispensée dans le cadre du projet, à la suite de quoi quelque 250 jeunes ont formé des groupements économiques et créé deux entreprises. Après la fin du projet HIMO, ces entreprises ont obtenu des contrats des municipalités locales pour démontrer leurs compétences et poursuivre leurs activités. La technologie de construction routière basée sur les ressources locales a été transférée à l'Institut de formation technique gambien (GTTI) et intégrée dans son programme de formation pour les futurs ingénieurs, assurant ainsi la durabilité de l'intervention.

2. Les Jeunes

La démographie des pays en développement connaît souvent une croissance rapide et un nombre croissant de jeunes arrivent sur le marché du travail. Cependant, la demande de main-d'œuvre n'a pas suivi la croissance de l'offre de main-d'œuvre, laissant de nombreux jeunes au chômage. Les jeunes, en particulier dans les zones rurales, ont des difficultés à trouver des opportunités d'emploi en raison souvent du manque d'expérience professionnelle, et peuvent choisir de migrer vers les zones urbaines ou hors du pays par des voies irrégulières. L'engagement des jeunes dans les travaux communautaires locaux leur donne la possibilité d'acquérir l'expérience professionnelle nécessaire et d'améliorer leur employabilité grâce au travail d'équipe, au développement des compétences et de l'esprit d'entreprise.





► Encadré 4. L'inclusion des communautés rurales indigènes et dispersées grâce aux projets d'adduction d'eau et d'assainissement au Nicaragua, au Panama et au Paraguay

Le programme HIMO a appliqué l'approche basée sur les ressources locales en Amérique latine pour planifier, construire et gérer les ressources en eau avec des communautés rurales indigènes et dispersées dans le cadre d'un programme financé par l'Espagne en vue de la réalisation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

L'impact des méthodologies appliquées a été évalué, permettant ainsi de confirmer son efficacité et sa durabilité pour améliorer l'accès des communautés rurales à l'eau. Les lignes directrices du PIAR ont été utilisées pour identifier les priorités d'investissement, et les contrats communautaires ont été utilisés pour accroître la participation et l'appropriation des groupes cibles.

Les agences locales et les administrations régionales ont été soutenues pour approvisionner en eau potable les communautés éloignées qui subissent des sécheresses annuelles. L'évaluation du projet a montré que l'administration régionale économise l'équivalent de 2,500 US dollars par mois par rapport à l'époque où l'eau était transportée pendant la saison sèche (en raison des coûts encourus pour disposer de l'eau, du carburant, du lubrifiant et du personnel) et, plus important encore, les gens sont heureux car les infrastructures qu'ils construisent en utilisant leurs connaissances et la main-d'œuvre locales ont résolu leurs problèmes d'accès à l'eau.

L'approche et l'expérience basées sur les ressources locales ont depuis été intégrées dans le rapport mondial des Nations unies sur la mise en valeur des ressources en eau de 2016 sous le titre « Eau et emplois ».

3. Populations indigènes et tribales

Les groupes marginalisés et défavorisés comprennent, entre autres, les populations indigènes et tribales, qui appartiennent généralement à certaines catégories de travailleurs vulnérables, comme les travailleurs de subsistance, les travailleurs saisonniers, les travailleurs à domicile, les travailleurs migrants et les travailleurs occasionnels. En particulier, les femmes indigènes des zones rurales, qui sont exposées de manière disproportionnée aux préjugés en raison de règles et de normes sociales discriminatoires, ont besoin d'un soutien pour accéder aux ressources naturelles locales (la terre et l'eau, par exemple), ainsi qu'aux finances et autres services.



4. Les personnes handicapées

Les personnes handicapées sont également exposées au risque d'exclusion sociale. Elles ont souvent des difficultés à accéder aux opportunités d'emploi, principalement en raison de la discrimination sociale. En créant des opportunités d'emploi et en soutenant le développement des compétences pour améliorer leur employabilité, elles ont plus de chances d'augmenter leur potentiel d'accès au revenu et d'améliorer leurs moyens de subsistance, tout en contribuant aux activités des entrepreneurs et à l'économie locale.



Améliorer l'employabilité grâce à des technologies appropriées et à la formation professionnelle

Le renforcement des capacités des groupes vulnérables et la recherche de moyens pour faciliter la formation des membres de la communauté n'ayant pas accès à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels formels sont essentiels pour améliorer les compétences des groupes vulnérables ou des travailleurs indépendants de l'économie informelle, en vue de faciliter les transitions vers la formalisation.

L'apprentissage par la pratique est essentiel: la combinaison de cours théoriques et pratiques sur le terrain permet aux populations locales, notamment celles qui sont peu qualifiées, d'accéder à des opportunités d'emploi. En même temps, cela les aide à acquérir des compétences sur des techniques non traditionnelles, telles que l'entretien des réalisations.

► **Encadré 5. Nicaragua: les approches basées sur les ressources locales dans la collecte et le stockage de l'eau**

En 2012, le BIT a réalisé un projet sur la gouvernance économique des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans des communautés rurales autochtones et dispersées. Diverses possibilités de développement des compétences ont été offertes, notamment des techniques pour identifier les sources d'eau, pour construire des systèmes d'approvisionnement en eau par pompage ou par gravité à partir de sources, ainsi que pour concevoir des systèmes de stockage de l'eau de pluie en utilisant des technologies et des matériaux appropriés pour sa collecte, son stockage et sa purification pour la consommation.

Dans le cadre du projet, 109 personnes ont été formées à la construction et à l'entretien des dispositifs d'approvisionnement en eau et d'assainissement

(WASH), dont 81 (40 % de femmes) se sont qualifiées comme entrepreneurs. Trente-cinq (35) prestataires de services ont été formés aux technologies appropriées et aux problèmes liés à l'organisation économique.

Pour une gouvernance efficace de l'eau, plusieurs entités locales (associations pour la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, ou *Comité de Agua Potable y Saneamiento* (CAPS)) ont été créées. Cela a permis un plus grand engagement de la population locale dans l'exécution, l'administration et la maintenance du système WASH. Ces entités locales ont également voix au chapitre, lors des consultations et des discussions avec les municipalités, notamment pour contrôler et influencer l'affectation des investissements dans leurs communautés.

Infrastructure communautaire pour soutenir la chaîne de valeur sectorielle dans le développement économique local

Le programme HIMO travaille avec d'autres unités de l'OIT pour concevoir des outils que les collectivités locales utilisent pour identifier les priorités en matière d'infrastructures communautaires, ceci afin d'améliorer les performances des secteurs économiques susceptibles d'apporter une valeur ajoutée à l'économie locale. Ces outils comprennent le développement de la chaîne de valeur, le développement économique local et la relance économique locale.

Ces outils permettent d'identifier les besoins en infrastructures au niveau communautaire dans des secteurs économiques spécifiques, dans la mesure où les programmes d'intervention offrent des opportunités d'emploi et de revenus à la population locale, en particulier dans les

zones rurales. Ces secteurs économiques comprennent souvent l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture, le tourisme, le transport, la petite industrie et l'artisanat, le commerce de gros et de détail. Une fois les secteurs identifiés, les besoins en infrastructures de chaque secteur peuvent être déterminés. Par exemple, si l'agriculture, plus particulièrement la production de riz, est une activité économique principale, les besoins en infrastructures communautaires au début de la chaîne de valeur peuvent inclure de petits périmètres irrigués, des sentiers et des passerelles, des aires de séchage villageoises, des routes de desserte, des installations de stockage et de petits entrepôts, des plateformes de chargement et des marchés locaux.



Recommandations

► Investir dans des infrastructures communautaires plus nombreuses et de meilleure qualité afin d'accroître l'impact des investissements sur l'emploi

Les besoins en infrastructures communautaires peuvent être énormes et les investissements ne sont pas souvent à la hauteur de ces besoins. Pour réduire le retard dans les investissements, les administrations centrales et locales peuvent décider d'allouer davantage de fonds au développement des infrastructures communautaires. En augmentant la participation locale au stade de la planification, on augmente également l'allocation des investissements publics dans la construction et l'entretien des infrastructures communautaires, on offre des opportunités économiques aux entrepreneurs locaux et on crée des emplois. L'approche basée sur les ressources locales génère plus d'opportunités d'emplois locaux, augmente les perspectives de marché et stimule l'économie locale. Des ressources supplémentaires pour compléter les travaux peuvent être obtenues grâce à des partenariats et au soutien des administrations locales.

► Institutionnaliser les approches basées sur les ressources locales pour des résultats durables

L'entretien des infrastructures est une source d'emploi durable, tant que des microentreprises ou des organisations communautaires de prestataires de services sont créées, formées de manière adéquate, reconnues en tant qu'entités organisées et continuent à fournir les services. L'établissement d'un lien entre les approches basées sur les ressources locales et le budget national, et/ou le soutien durable de l'allocation budgétaire pour de tels travaux d'entretien, pourrait étendre les effets indirects et induits des investissements publics dans la communauté.

► Encourager la participation des communautés locales à la planification et à la mise en œuvre, et développer leurs compétences

La planification descendante de petits projets d'infrastructure rurale sans consultation des communautés locales s'est souvent soldée par une approche inefficace, et a parfois abouti à des projets inopérants. L'interaction avec les bénéficiaires tout au long des étapes du projet conduit à de meilleurs choix et renforce la participation des communautés locales au suivi des projets pour un développement plus durable.

Une approche participative de la planification, de la conception, de la mise en œuvre et du suivi du développement des infrastructures communautaires présente deux avantages majeurs: (1) elle peut améliorer les partenariats entre les administrations locales et les communautés ; et (2) elle peut offrir des chances égales de participation aux hommes et aux femmes au sein des communautés, y compris aux groupes vulnérables tels que les jeunes, les personnes handicapées et les minorités ethniques.

La formation des membres de la communauté par le biais d'une telle approche participative favorise le développement de compétences orientées vers le marché dans le secteur de la construction, améliorant ainsi l'employabilité de la communauté ou soutenant l'esprit d'entreprise.

► Exploiter les technologies et les connaissances locales pour favoriser l'appropriation par la communauté

Tout projet de développement doit viser à pérenniser les résultats de son intervention, et l'appropriation par la communauté est cruciale à cet égard. Les technologies et connaissances locales sont les expériences cultivées au fil du temps au sein d'une communauté pour s'adapter aux défis et opportunités spécifiques à son contexte. Ces technologies locales méritent une attention particulière en tant que point d'entrée efficace pour l'engagement de la communauté dans les travaux locaux d'infrastructure, car ces technologies, qui sont souvent à haute intensité de main-d'œuvre, renforcent la gestion communautaire durable des ressources locales.

► Penser aux matériaux locaux pour renforcer l'impact de l'investissement

L'utilisation de matériaux locaux dans les travaux de construction présente divers avantages: ils sont facilement accessibles et donc rentables ; ils ont des effets positifs sur l'environnement lorsqu'ils sont correctement intégrés dans la conception de la construction ; ils stimulent l'économie locale et créent davantage d'emplois tout le long de la chaîne de valeur locale. Il convient de promouvoir une sensibilisation à l'utilisation efficace des matériaux locaux pour le développement durable des entreprises, en s'appuyant sur des études de marché des matériaux locaux.

► **Lier le développement des infrastructures locales à l'analyse de la chaîne de valeur sectorielle au niveau local**

Les approches basées sur les ressources locales peuvent être intégrées dans les processus de planification du développement des infrastructures pour renforcer l'économie locale. Les procédures participatives des approches basées sur les ressources locales identifient les priorités des infrastructures communautaires qui améliorent l'accès aux marchés, soutiennent le développement économique local et augmentent les bénéfices dans les chaînes de valeur pertinentes. Les actifs communautaires identifiés amélioreront les performances économiques dans les secteurs ciblés tandis que l'utilisation des ressources locales injectera des liquidités dans l'économie locale et générera des effets multiplicateurs, ce qui conduira finalement à une amélioration des performances économiques locales avec une augmentation des opportunités d'emploi et des revenus.

Ressources et publications

OIT. 2010. *Local resource-based approaches to infrastructure investment*, (Investissement d'infrastructures avec des approches basées sur les ressources locales) Source book, Bureau sous régional pour l'Afrique australe 2010.

<http://www.ilo.org/dyn/asist/docs/F1132677515/022%20-%20200491.pdf>

--. 2011. *Initiatives de contrats communautaires dans les zones sinistrées: Guide pratique*.

https://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/publications/WCMS_625400/lang--en/index.htm

--. 2018. *Promouvoir un travail décent pour les populations indigènes et tribales grâce à des programmes d'emploi et d'investissement*. Dossier de politique générale.

https://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/policy-briefs/WCMS_638360/lang--en/index.htm

--. 2019. *Approches fondées sur les ressources locales dans les ouvrages hydrauliques*.

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/---invest/documents/publication/wcms_719955.pdf

--. 2017. *Guides pour la planification intégrée de l'accès rural et la contractualisation communautaire dans le secteur de l'eau et de l'assainissement*.

http://www.ilo.org/global/topics/employment-intensive-investment/publications/WCMS_544488/lang--en/index.htm

--. 2020. *Techniques HIMO dans la production de matériaux de construction alternatifs - analyse de viabilité économique. Résumé exécutif*. Document du projet Moztrabalha.

Donnges, C. (1998). *Planification des routes rurales - Recommandations pour l'amélioration du réseau routier rural en République démocratique populaire Lao. Série de projets de planification intégrée de l'accessibilité rurale*. (Document de synthèse 1: Accès et activités génératrices de revenus ; Document de synthèse 2: Directives sur la planification intégrée de l'accessibilité rurale ; Document de synthèse 3: OIT/ASIST.

http://www.ilo.org/public/english/employment/recon/eiip/download/irap_laos3.pdf

Donnges C. 1998. *Directives sur la planification intégrée de l'accessibilité rurale - L'expérience laotienne*. Project Issue Paper 2.

https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_ASIST_6421/lang--en/index.htm

Donnges C. 1998. *Planification des routes rurales» «Recommandations pour l'amélioration du réseau routier rural en RDP Lao»*. Vientiane, RDP Lao. Project Issue Paper 3.

https://www.ilo.org/asia/projects/WCMS_107576/lang--en/index.htm

Donnges C. 2003. *Improving Access in Rural Areas Guidelines for Integrated Rural Accessibility Planning*.

https://www.ilo.org/asia/publications/WCMS_BK_PB_216_EN/lang--en/index.htm

Philip K. 2013. *Le programme de travail communautaire: Construire une société qui fonctionne*. Document de travail sur l'emploi n° 149.

https://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Publications/working-papers/WCMS_223866/lang--en/index.htm

Tournée, J. ; van Esch, W. 2001. *Les contrats communautaires dans les travaux d'infrastructure urbaine: Leçons pratiques de l'expérience*. Documents techniques socio-économiques (SETP) n° 13.

https://www.ilo.org/emppolicy/pubs/WCMS_142697/lang--en/index.htm

► Programme d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO)

- Évaluations de l'impact sur l'emploi (EIE)
- Les programmes publics d'emploi (PPE)
- Développement des petits entrepreneurs dans le secteur de la construction pour les investissements d'infrastructure à haute intensité de main-d'œuvre
- Travaux verts
- Approches basées sur les ressources locales et infrastructures communautaires
- Emploi d'urgence

Contact

Bureau international du Travail
Route des Morillons 4
1211 Genève 22
Suisse

T: +41 22 799 6111
E: eiip@ilo.org
ilo.org/eiip